

# SPORE



Information pour le développement agricole des pays ACP

N° 75

JUIN 1998

<i>La gestion du foncier</i>	1
<i>La mécanisation agricole : des approches plus mesurées</i>	4
EN BREF	6
BOITE POSTALE 380	10
POINT DE VUE	
<i>La politique aux scientifiques !</i>	11
ACTUALITES DU CTA	12
LIVRES ET REVUES	14
SOURCES D'INFORMATION	
<i>Un nouveau site Web : le CTA se lance dans le cyber</i>	16



Photo Benoît Anthraïms, © Oistom

## La gestion du foncier

L'insécurité foncière marque des points dans les espaces ruraux des pays ACP. La compétition pour l'accès à la terre et aux ressources s'accroît sous la pression ici de migrants des zones sahéliennes les moins bien dotées, là suite à la progression des fronts pionniers, ailleurs en raison des succès de l'intensification agricole et de l'insertion progressive des campagnes dans les échanges marchands. Si la réduction de cette insécurité foncière est plus que jamais à l'ordre du jour, l'espoir d'une solution miracle s'estompe à mesure que se révèlent la diversité et la complexité des situations. Ou que les opérateurs découvrent la permanence des droits coutumiers sous les apparences du droit moderne. Bref, les certitudes d'antan – mettre un terme à la cacophonie en généralisant le droit de propriété – vacillent et cèdent le pas à un pragmatisme plus modeste mais peut-être plus réaliste. L'appropriation privée des terres n'apparaît plus que comme l'une des modalités possibles d'un processus de sécurisation foncière. Autrement dit, le champ de l'expérimentation s'ouvre. Les nouvelles pratiques de gestion négociée et décentralisée peuvent-elles constituer à terme une alternative ?

La recrudescence des conflits fonciers et quelques cas d'affrontements violents – entre éleveurs et agriculteurs de l'Est nigérien, ou autour des gommeraias tchadiennes... – traduisent à l'extrême l'attrait nouveau suscité par la possession de la terre et de ses ressources. Ils soulignent en même temps les imperfections des régimes fonciers actuels et les dangers de l'immobilisme, d'autant que de nouveaux acteurs citadins s'immiscent sur le marché (voir encadré page suivante).

Les idées « propriétaires », d'abord mises en avant pour clarifier la donne foncière et autoriser un surcroît d'investissements, présentent l'avantage de la cohérence. Déjà des segments de marché (le

foncier urbain, des zones de plantation) obéissent à la loi de l'offre et de la demande. Pourquoi les schémas de privatisation ne s'étendraient-ils pas aux zones de brousse ?

« Ce modèle est peut-être séduisant, mais il est impraticable », diagnostique le professeur Étienne Le Roy<sup>1</sup>. On part de loin. L'immatriculation du foncier rural réclame beaucoup d'efforts et d'argent. « En Afrique subsaharienne, précise-t-il, environ 2 % du territoire relève du domaine public. Si l'on ajoute les espaces faisant l'objet de titres régularisés – de 0,2 % du total au Sahel à 3 % dans un pays comme la Côte d'Ivoire –, on atteint quelque 5 % des superficies au statut bien identifié. C'est peu. » Par ailleurs, le coût d'une démarche d'im-

matriculation des terres privatisées est très élevé. Le scénario a été chiffré aux Comores. Dans le petit archipel (650 000 habitants), les sommes nécessaires au cadastrage et aux procédures d'enregistrement représenteraient deux fois le budget annuel du pays. Enfin, on peut s'attendre à de fortes résistances de la part des autorités coutumières (chefs des terres en particulier), peu enclines à saper les fondements de leur légitimité.

### Doutes conceptuels...

Un ébranlement doctrinal est également venu bouleverser les « vérités » des experts. Fin 1994, le réputé Land Tenure Center (LTC), basé aux États-Unis, livre ses conclu-



Photo Bruno Locoqelli

*L'approche patrimoniale vise à restituer aux acteurs-usagers la responsabilité de la gestion des ressources : une demande qui pourrait infléchir les politiques nationales du foncier.*

sions tirées de l'analyse de dizaines d'études de cas. La possession ou l'absence d'un titre de propriété n'influence pas de manière déterminante le niveau d'investissement dans le monde rural africain. Une manière de reconnaître que d'autres facteurs (le petit nombre d'entreprises, les faiblesses de l'appareil judiciaire) freinent aussi la progression des investissements privés. Ce constat incite l'un des animateurs du LTC, John Bruce, à ne plus chercher à tout prix à substituer le droit moderne au droit coutumier, mais plutôt à composer avec lui. Sortir de l'alternative du tout ou rien, pour accepter en quelque sorte une « situation d'entre deux ».

Quelques intervenants s'étaient déjà risqués dans cette voie. Au Sud-Mali, la Compagnie malienne des textiles (CMDT) a favorisé l'intensification agricole dans la zone cotonnière (augmentation des rendements et des surfaces cultivées) en s'accommodant des logiques foncières coutumières. La *success story* se poursuit : la récolte nationale de coton-graine est passée de 96 000 tonnes en 1981 à plus de 450 000 tonnes en 1997. De glorieux ancêtres méritent aussi mention. « Dans le Tanganyika (future Tanzanie), les colons britanniques, rappelle Catherine Coquery-Vidrovitch, parièrent que l'introduction de la culture attelée, l'intensification des cultures mixtes ou l'amélioration du cheptel auraient de plus grandes chances de succès dans le cadre coutumier, en utilisant le canal des chefferies traditionnelles. »<sup>2</sup>

Plus près de nous, la montée des préoccupations environnementales et la référence obligée à un « développement durable », soucieux du sort des générations futures,



Photo Bruno Locoqelli

modifient la perspective. Tout règlement de la question foncière doit aussi jeter les bases d'une gestion à long terme des ressources naturelles renouvelables (eau, bois...).

Enfin, à l'heure de la mondialisation, il apparaît légitime de consacrer autant d'énergie à la sécurisation des flux (la circulation des richesses agricoles) qu'au strict bornage de territoires.

### ... et pratiques innovantes

Sur le terrain, les chercheurs avaient déjà révélé la complexité du puzzle foncier. Selon la « logique coutumière », l'appartenance à la communauté (famille, lignage...) ouvre l'accès aux terres et à leurs ressources en fonction des statuts respectifs, de jeux d'alliance entre lignages... Les autorités traditionnelles peuvent aussi accorder des droits d'usage à des « étrangers ». À propos des relations subtiles entre les autochtones ivoiriens et les étrangers (venus du Burkina Faso, du Mali ou du Ghana), Alain Karsenty, socio-économiste au CIRAD, remarque : « Bien qu'ayant acheté des terres, les migrants restent soumis à des obligations envers les vendeurs autochtones : dons annuels, parts de récolte ou temps de travail. Et les migrants ne sont pas toujours sûrs de pouvoir transmettre les terres acquises à leur descendance. » De nombreuses situations paraissent très embrouillées, mais les intéressés s'y retrouvent. Un seul village, au nord du lac Tchad, a par exemple conclu 109 accords de transhumance (parcours, pâturages, accès des troupeaux à l'eau) avec des groupes de pasteurs nomades en transit dans la zone. Moyennant quoi, les tensions sont retombées.

Là où les structures communautaires demeurent actives – c'est le cas en Afrique comme en Mélanésie –, le droit coutumier fait souvent preuve de souplesse d'adaptation. « Au Burkina Faso, raconte l'universitaire Paul Mathieu<sup>3</sup>, des villageois du département de Sapouy (au sud de Ouagadougou) ont réussi à transcender les identités de lignée, de quartier ou de village. Les autochtones nuni, les migrants mossi et gourmantché ainsi que les éleveurs peuls ont

créé, selon leurs termes, une entente, qui porte sur l'usage du foncier et définit les règles d'accès valables pour tous aux ressources naturelles de la brousse. »

Ailleurs, les nouvelles approches ont été dénommées « forums fonciers » ou « gestion patrimoniale » (voir encadré ci-dessous). Leur point commun : elles tentent de rapprocher la gestion foncière du fonctionnement réel des sociétés et des systèmes productifs africains, sans idéaliser pour autant des communautés rurales, qui perpétuent parfois des rapports féodaux et ne sont pas indemnes d'interférences politiques ou religieuses. La dynamique, en tout cas, bénéficie d'un contexte favorable. La réforme de la décentralisation progresse. La multiplication de scrutins « municipaux » confère du pouvoir à des autorités qui connaissent mieux les réalités des terroirs.

Un danger guette pourtant ces démarches novatrices : l'enfermement local. Pour l'éviter, les arbitrages intervillageois doivent être validés, une fois vérifié leur caractère équitable, par le pouvoir régional puis central.

<sup>1</sup> Directeur du laboratoire d'anthropologie juridique de la Sorbonne (Université de Paris 1).

<sup>2</sup> Cf. « La terre en débats », Spore, n° 48 (décembre 1993).

<sup>3</sup> Professeur à l'université de Louvain-la-Neuve (Belgique).

Les accords locaux deviennent ensuite opposables à des tiers. Demain pourra ainsi émerger un nouveau droit foncier plus consensuel, et donc plus efficace.

Pour en savoir plus :

« Menaces sur les terroirs », *Courrier de la Planète*, n° 34, Montpellier, mai-juin 1996.

« Enjeux au Sud autour de la terre », *Grain de sel*, n° 4, Paris, décembre 1996.

*La sécurisation foncière en Afrique. Pour une gestion viable des ressources renouvelables*, Étienne Le Roy, Alain Karsenty et Alain Bertrand, Ed. Karthala, Paris, 1996.

*Quelles politiques foncières pour l'Afrique noire rurale?*, ouvrage collectif, sous la direction de Philippe Lavigne Delville, Ed. Karthala, Paris, juin 1998.

*Bibliographie et lexique du foncier*, ouvrage collectif, Ed. Karthala, Paris, juin 1998.

Pour des informations sur la réforme du cadastre, le site Web de la Fédération internationale des géomètres ([www.sli.unimelb.edu.au/fig7/intro.htm](http://www.sli.unimelb.edu.au/fig7/intro.htm)) comporte de nombreux liens avec des sites intéressants.

Briefing on Land Resources and Land Conflict, The Royal Society, 6 Carlton House Terrace, London SW1A, UK. Site Web : [www.poptel.org.uk/nuj/mike/re-pop.htm](http://www.poptel.org.uk/nuj/mike/re-pop.htm)



Photo Elizabeth Toe

Des agriculteurs burkinabé s'insurgent radicalement contre des décisions foncières prises d'en haut.

## LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE MOBILISÉE

Ces cinq dernières années, la gestion décentralisée du foncier et des ressources naturelles a mobilisé l'attention lors de plusieurs rencontres internationales. Le thème a été mis en avant par le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et le Club du Sahel lors de la conférence de Praia (Cap-Vert) en 1994. Le séminaire de Gorée (Sénégal) en novembre 1996, intitulé « Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest », a eu en particulier pour mérite de faire connaître l'expertise africaine en la matière.

Les institutions internationales et les décideurs politiques manifestent aussi leur intérêt. Ainsi, depuis 1996, un programme de coopération original a vu le jour autour du devenir du foncier rural en Afrique. Il tente une analyse comparative des différentes approches, et, pour ce faire, coordonne les efforts des administrations française et britannique de Coopération, les compétences professionnelles du secteur (des africanistes aux techniciens de l'immatriculation foncière en passant par les experts de l'International Institute for Environment and Development – IIED – de Londres).

Une première capitalisation des divers travaux et expériences est en cours (voir la bibliographie ci-contre). Philippe Lavigne Delville, chercheur au GRET, fait état d'un point d'accord fort : « Une intervention cohérente sur le foncier demande un choix politique sur le type d'instances chargées de gérer les ressources. Qu'elles soient étatiques ou décentralisées, ces instances ont besoin pour fonctionner d'un cadre juridique et législatif ainsi que d'outils cartographiques. La question n'est pas de choisir la bonne "entrée" au détriment des autres. Il s'agit plutôt, en fonction d'un choix politique, de déterminer la manière de les articuler. »

## L'IRRUPTION DE NOUVEAUX ACTEURS

Dans nombre de pays ACP, la pression touristique se manifeste par l'implantation d'hôtels, la création ou l'élargissement de « réserves de faune » pour safaris photo ou de chasse. Elle provoque des surenchères sur les achats de terres. Dans le seul Kenya, les rentrées touristiques ont rapporté à l'État 450 millions de dollars en 1996. Par ailleurs, l'expansion des villes relance la spéculation sur les terres agricoles des périphéries urbaines. « Aux alentours de Cotonou et de Porto-Novo, signale Euloge Awede, consultant béninois, hauts fonctionnaires, politiciens et officiers se livrent à une course à l'acquisition de terrains. »

L'aménagement de périmètres irrigués suscite également des convoitises. Et autorise des redistributions au gré de pratiques clientélistes. Ainsi, en Mauritanie, l'achèvement du périmètre rizicole du Gorgol, au bord du fleuve Sénégal, a provoqué des crispations. Une fois aménagées, les superficies devaient être divisées en trois : une partie pour le propriétaire, une pour la société chargée de gérer les infrastructures (canaux, digues), et la dernière pour les cultivateurs. « Le protocole n'a pas été respecté, protestent les exploitants. Les parcelles qui devaient nous revenir ont été confiées à des commerçants et des gens de l'administration, le plus souvent des Maures originaires du nord du pays. »<sup>1</sup> Argument récusé par l'officielle commission d'attribution : « La terre appartient à tous les Mauritanais... L'essentiel est d'être capable d'exploiter. » Il est vrai que la mise en valeur de surfaces irriguées suppose des capacités d'investissement. Le plaidoyer serait cependant plus convaincant si, au lendemain de la délivrance des titres, n'était pas apparu un actif marché parallèle de vente ou de location des terres.

<sup>1</sup> Cf. « Les privilégiés des terres irriguées », Syfia, bulletin mensuel n° 108, janvier 1998.

## DES FORUMS FONCIERS À LA GESTION PATRIMONIALE

Au sud du Sénégal, la réalisation de barages anti-sel a notamment permis la réhabilitation de la vallée de Farankounda, l'un des affluents du fleuve Casamance. Elle a aussi provoqué un regain de tension sur le foncier, et suscité une initiative originale. Pour désamorcer les litiges fonciers, les divers acteurs locaux (collectivités décentralisées, autorités traditionnelles, groupements de producteurs, ONG...) se sont concertés. Les revendications divergentes s'expriment dans le cadre d'un forum foncier mobilisant les délégués villageois de la zone. Le forum débat et délibère. Petit à petit, au rythme du traitement des contentieux, l'insécurité foncière recule. « Une expérience prometteuse, souligne Ibra Ciré Ndiaye, docteur

en droit, qui a suivi la gestation du mouvement. Le 24 septembre 1996, s'est tenu à Madia Souané, en Moyenne Casamance, un forum foncier réunissant plus de cent vingt participants issus de trente-huit villages de la zone. »<sup>1</sup>

Plus ambitieuse, car destinée à infléchir les politiques nationales, la « gestion patrimoniale » puise à la même inspiration. Selon Étienne Le Roy, l'un de ses concepteurs, elle vise à « restituer aux acteurs-usagers la responsabilité de la gestion des ressources et, suite à négociation, à insérer dans une même approche l'héritage du passé, l'investissement dans la terre et l'exigence d'un développement durable »<sup>2</sup>. La démarche est testée à

Madagascar. La deuxième phase du Plan environnemental (1996-2000) prévoit la conclusion de « contrats patrimoniaux » passés entre protagonistes de la conservation des ressources, représentants des communautés de base, administrations et bailleurs de fonds. Les zones forestières menacées et les écosystèmes fragiles de la Grande Ile ont d'abord été privilégiés. Mais l'approche patrimoniale a vocation à s'étendre aux terroirs agricoles et aux zones pastorales.

<sup>1</sup> Cf. *la revue de l'AFVP, Volontaires*, n° 21, 1<sup>er</sup> semestre 1997.

<sup>2</sup> *Intervention au colloque d'Aix-en-Provence (juin 1996), reproduite dans Droits de propriété et environnement (Ed. Dalloz, Paris, 1997).*

# La mécanisation agricole : des approches



Photo Periscop

L'image d'un tracteur inutilisable est typique de certaines stratégies hâtives de développement. Les bilans critiques sur des défaillances de projets agricoles ambitieux sont souvent accompagnés de photos d'équipements rouillés et inadéquats, datant des années 60 et 70. De même, des images de moulins inutilisés ou d'ordinateurs d'occasion illustrent les pages de reportages stigmatisant les erreurs des années 80 et 90. Pourtant, un bon artisan n'accuse pas son outil et, si la mécanisation agricole n'a pas tenu ses promesses, ce n'est pas à cause de la technologie, mais en raison des choix qui ont été faits sur la manière de l'utiliser, et par qui. Nous considérons ici les stratégies de plein équipement qui, misant au maximum sur une augmentation de la production, utilisent les forces motrices humaines et animales que l'énergie mécanique.

Selon le rapport d'une étude entreprise par le CTA et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les agriculteurs utilisent la mécanisation afin de produire davantage à main-d'œuvre égale et pour réduire les travaux pénibles. Il ne faudrait pas confondre la mécanisation avec l'utilisation du tracteur et la motorisation – deux options qui n'assurent qu'une faible part des travaux agricoles dans la plupart des pays ACP. En fait, les essais de mécanisation les mieux réussis ont utilisé la force animale, qui n'assure que 20 %

des opérations agricoles. La majeure partie de ces travaux (de l'ordre de 80 %) est encore entièrement réalisée par l'homme.

Le rapport mentionne que la procédure de mécanisation agricole doit tenir compte de trois paramètres importants : l'économie, l'environnement et les aspects sociaux. Il est évident qu'aucun agriculteur ne va investir dans la mécanisation sans perspectives d'augmentation de revenu et de profit ; dans ce domaine, le manque de conviction a souvent conduit à la disparition des services d'accompagnement : la location de

nération naturelle des arbres et arbustes, appauvrit le stock de matière organique du sol et favorise l'érosion. Le rapport souligne toutefois que le fait de mécaniser peut accompagner une action de conservation en facilitant les travaux de construction de digues et de terrasses. Malgré ces avantages, il est largement admis que la mécanisation pourrait conduire au cercle vicieux de la culture extensive, avec des écosystèmes de plus en plus vulnérables, et à une dégradation des sols.

Du point de vue social, comme dans la plupart des actions de développement s'appuyant sur une avancée technologique, la mécanisation a pour effet de creuser les inégalités en milieu rural. Mise entre les mains des non-experts, sans une gestion avisée, la technologie qui devait relever le niveau de vie et faciliter les travaux les plus durs, peut en fait appauvrir les membres de la communauté et les forcer à l'exode vers les villes. En revanche, ceux qui possèdent ou maîtrisent la technologie en tirent le plus grand bénéfice : un développement équitable semble dès lors impossible.



Photo Alain Rivet

Comment progresse le rendement à l'hectare ?

## Vers de nouvelles stratégies

tracteurs, les concessionnaires, la maintenance locale et les entreprises de réparation.

La mécanisation ne constitue pas une garantie de l'amélioration de la productivité. Dans beaucoup de cas, comme dans le Ségou et l'Atacora au Mali, où la culture attelée est devenue partie intégrante du paysage ces trois dernières décennies, on a observé une augmentation de la production, mais seulement parce qu'on a donné aux agriculteurs concernés la possibilité d'étendre les surfaces cultivables, celles-ci dépendant de leur habileté à acquérir ou à avoir accès à plus de terres (voir article en première page). Dans les projets conduits au Mali, certains agriculteurs ont reçu 50 % de terres en plus, et augmenté proportionnellement leur production totale – bien que de nombreuses baisses de rendement par hectare soient rapportées après mécanisation.

Ces progrès à court terme en matière de revenu et de sécurité alimentaire, qui ne profitent pas à tous les agriculteurs, mettent à plus long terme le développement en péril, en causant des dommages profonds à l'environnement. En effet, la mécanisation agricole conduit à raccourcir la durée de la jachère, plus rapidement remise en culture, en même temps qu'on réduit sa surface. Cela empêche la régé-

# plus mesurées

subaharienne), de bonnes possibilités de commercialisation permettant un accroissement régulier de la production. L'importance de la mécanisation a également été soulignée dans les domaines du transport, de l'agronomie, de l'élevage, ainsi que pour le stockage après-récolte et les transformations agro-alimentaire.

Des efforts importants devront être consentis en matière de formation et de crédit, notamment pour former des maréchaux-ferrants et développer la gestion du fourrage. On attend des gouvernements la création d'un contexte permettant à la mécanisation de devenir une option viable, à travers une série de mesures d'ordre fiscal, sanitaire, foncier, de meilleures infrastructures (routières), ainsi que par des programmes d'assistance spéciaux pour les zones à risques (comprenant vraisemblablement des actions pour les personnes touchées par l'impact discriminant de la mécanisation).

Dans les fréquentes discussions qui sont en cours sur les stratégies à adopter dans le domaine de la mécanisation, il est reconnu qu'une plus grande attention doit être portée aux techniques de labour visant à la conservation de la fertilité des sols, ainsi qu'aux questions concernant les relations hommes-femmes – les participants au séminaire du CTA l'ont admis, faisant remarquer que la promotion, l'adoption et les avantages de la mécanisation en Afrique subsaharienne concernent en premier lieu les femmes. Elles fournissent une proportion élevée de la main-d'œuvre agricole et pourtant – comme la participation aux ateliers le confirme – la mécanisation reste une affaire d'hommes.

## L'énergie pour la sécurité alimentaire

L'énergie et le carburant représentent un autre point clé – technique mais crucial – qu'on n'aborde pas suffisamment lors des séminaires sur les stratégies. La culture attelée étant considérée comme une étape intermédiaire, le mouvement vers la motorisation est quasiment voué à se poursuivre. Peu de stratégies en matière de mécanisation en tiennent compte mais, devant les problèmes déjà aigus de pénurie de carburant qu'on observe dans beaucoup de zones rurales, elles seront bientôt contraintes de changer d'approche. Une bonne démarche serait d'associer davantage la mécanisation aux actions d'investissement dans les systèmes



Photo Periscop

## LE FORGERON ET L'AGRICULTEUR

Le développement des petites forges est devenu une base importante pour la mécanisation agricole. Regroupées autour du forgeron du village, elles ont connu un vif succès dans les zones cotonnières au sud du Mali, à Borgou au Bénin, et dans des régions telles que le Chari-Barguirmi au Tchad et le Yatenga au Burkina Faso. Les agriculteurs ont utilisé des crédits du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour acquérir charrettes, charrettes et petits équipements de labourage auprès des entreprises locales, bien

que ces produits soient menacés par la concurrence des équipements d'importation, qui sont parfois préférés par les promoteurs de projets. Selon des spécialistes locaux, les organismes internationaux devraient prendre en compte l'impact sur l'économie locale, en favorisant la fabrication sur place quand celle-ci est compétitive. Ce qu'ils appellent « synergie intersectorielle » entre les forgerons et les agriculteurs contient souvent des éléments clés pour les stratégies de mécanisation. L'union fait la force.

pouvant fournir de l'énergie pour la fabrication des équipements agricoles, de pourvoir à leur fonctionnement et à celui des usines de transformation agro-alimentaire, aussi bien en aval qu'en amont.

Développer de nouvelles sources d'énergie pouvant être valorisées dans la mécanisation agricole, tel est l'enjeu. La mécanisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen de développement. Pour ces spécialistes en stratégies qui se plaisent à parler de rendre le pouvoir à ceux qui en sont privés, ce serait un véritable défi que de donner l'énergie au peuple, aux charrettes et aux usines de transformation.

Sources :

*Integrating mechanisation into strategies for sustainable agriculture. Résumé et conclusions d'un séminaire CTA. Ouagadougou, Burkina Faso, 24-29 novembre 1997. Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA), BP 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas. N° de référence CTA : 852. 5 unités de crédit. Voir p.13 : « Comment obtenir les publications du CTA ».*

*Mécanisation des travaux agricoles en Afrique subsaharienne : Rapport d'étude. Mars 1997, CTA (voir adresse ci-dessus). N° de référence CTA : 842. 5 unités de crédit. Voir p. 13 : « Comment obtenir les publications du CTA ».*

*CIGR, International Commission on Agricultural Engineering, c/o Universiteit fuer Landtechnik, Universitaet Bonn, Nussallee 5, 53115 Bonn, Allemagne. Fax : + 49228 73 25 95 E-mail : ulp81a@ibm.rhrz.uni-bonn.de Site Web : www.worg.nlh.no/CIGR/abtCIGR/abtCIGR.htm*

*FAO-AGSE, Food and Agriculture Organization, Agricultural Engineering Branch, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie. Fax : + 39 6 57053152 Site Web : www.fao.org/WAICENT/faoinfo/agricult/ags/AGSE/ags.htm*

*FARMESA, Farm Level Applied Research Methods in East and Southern Africa, PO Box 3730, Harare, Zimbabwe. Fax : + 263 4 758055 E-mail : fspzim@harare.iafrica.com Site Web : www.farmesa.co.zw/whatis.htm*

*IFAD, International Fund for Agricultural Development, via del Serafico 107, 00142 Rome, Italie. Fax : + 39 6504 3463 E-mail : ifad@ifad.org*

## LES FEMMES À LA BARRE !

Alors que, dans les faits, les femmes travaillent plus que les hommes dans les champs et les fermes, la mécanisation tend à favoriser les hommes. Une récente étude a été réalisée par FARMESA (Méthodes de recherches agricoles appliquées en Afrique de l'Est et du Sud) et la FAO-AGSE sur les possibilités d'amélioration des techniques de production pour les agricultrices d'Afrique. Concernant le Burkina Faso, le Sénégal, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe, l'étude porte sur les avantages des outils manuels et de la traction animale. En voici les principales résolutions :

- la première contrainte réside dans la limitation des ressources et des crédits pour les femmes, conséquence directe de leur statut socio-économique inférieur ;
- le désherbage est le travail le plus dur pour les femmes, ainsi qu'un obstacle majeur à l'augmentation de la production : ici se trouvent les plus grands besoins d'amélioration ;
- il existe de gros problèmes de communication d'informations entre les importateurs et producteurs d'outils et les femmes productrices ;
- les femmes productrices n'ont qu'un accès limité à la formation, particulièrement en matière de techniques de culture attelée ;
- c'est souvent l'attitude des hommes envers les femmes qui doit d'abord évoluer, avant que la charge de travail des femmes africaines puisse être sérieusement réduite : « Si un homme rentre à la maison, et voit sa femme en train de se reposer, il dira : "Mais tu n'as rien à faire ?" » (citation d'un membre de l'équipe zambienne).

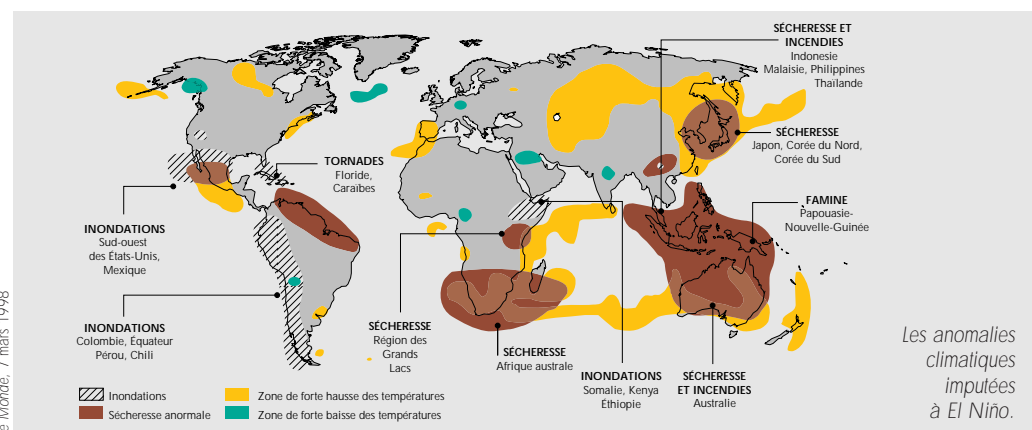
## El Niño : un enfant terrible réclame de l'attention

Si l'on devait décerner un trophée au phénomène climatique le plus médiatique, El Niño l'aurait emporté cette année. En cette période où les variations climatiques font de plus en plus partie du quotidien (voir « Point de vue » dans *Spore* 74), l'impact d'El Niño se mondialise. El Niño est le nom qui a été donné au réchauffement des eaux du Pacifique qui a lieu certaines années au large des côtes du continent américain. Ce phénomène cyclique est observé depuis des siècles, et c'est du fait qu'il revient régulièrement au moment des fêtes de Noël que vient son nom, « petit garçon » en espagnol. On ne comprend pas tout à fait ce qui est à l'origine d'El Niño, mais on sait bien qu'il a pour conséquence d'inverser le cycle des précipitations, particulièrement sous les tropiques. Des régions normalement bien arrosées, comme l'archipel indonésien, se retrouvent confrontées à la sécheresse; d'autres (les îles Galapagos par exemple) connaissent des précipitations importantes alors qu'elles sont habituellement sèches.

Les calamités dont on accuse le dernier El Niño en date forment une liste qui s'allonge chaque jour : sécheresse et incendies dans les Philippines, inondations en Somalie, en Éthiopie et au Kenya, tornades dans les Caraïbes, famine en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Soudan. Des versants montagneux des Andes au Japon, en passant par le sud de l'Afrique, El Niño a bousculé les saisons et les climats.

Les effets particulièrement graves et persistants des vents causés par le dernier El Niño posent d'énormes problèmes aux agriculteurs, commerçants, services de santé et consommateurs de par le monde – et ce n'est pas près d'être fini. Les pays à faibles infrastructures sont les plus touchés, comme toujours en cas de catastrophe naturelle, mais une bonne planification et l'utilisation de systèmes de prévision pourraient aider à limiter les dégâts.

Les experts estiment à plusieurs milliards de dollars les dommages, pertes de production et hausses de prix causés par El Niño cette saison. Les retentissements sur le commerce dans certains pays se sont fait sentir : de fortes pluies ont réduit la production de haricots extra-fins au Kenya, qui procure un important revenu d'exportation, mais l'Ouganda et le Bangladesh en



Le Monde, 7 mars 1998

ont profité quand les importateurs ont cherché d'autres sources d'approvisionnement. En Amérique latine et centrale, les fortes pluies ont emporté les mangues, mais à Porto Rico, aux Caraïbes, la récolte a commencé six semaines plus tôt, car la chaleur a stimulé la floraison et la production des fruits. En Afrique du Sud, la saison sèche a permis une bonne production et évité des problèmes de maladie. La Kenya Tea Development Authority a recommandé aux agriculteurs de profiter des pluies d'El Niño, qui entraînent une augmentation de la production de thé, pour accroître leurs revenus.

Dans beaucoup d'endroits où les perturbations se sont traduites par plus d'eau, les insectes nuisibles et les maladies prospèrent. La mouche kenyane et la fièvre de la Vallée du Rift ont fait irruption en Afrique de l'Est et l'on a imputé à El Niño l'invasion de criquets à Madagascar. Au Kenya, on rapporte de graves répercussions (sur la population, le bétail, notamment les chèvres) après que des inondations eurent isolé une partie normalement aride du pays et causé des centaines de morts.

### Un homme averti en vaut deux

Mieux vaut planifier. En début d'année, le ministre de l'Agriculture d'Afrique du Sud disait qu'il était moins inquiet des effets d'El Niño que de la question de savoir si les producteurs du secteur agricole se préparaient, ou non, à affronter les calamités, sans escompter que le gouvernement les tirerait d'affaire à grand renfort de subventions. Il ajoutait que le tout est de planifier les actions pour faire front aux désastres, et que de nombreux producteurs avaient déjà pris l'initiative de planifier leur budget et leur stratégie commer-

ciale, et bien choisi leur site de culture et les cultivars en fonction d'El Niño.

L'International Irrigation Management Institute (IIMI), en collaboration avec le gouvernement japonais et l'université de l'Utah (États-Unis), a édité un atlas mondial\* permettant de connaître les conditions agroclimatiques convenant à des cultures spécifiques. Selon l'IIMI, cet atlas servira de plus en plus, à mesure que l'eau se fait plus rare, à identifier les cultures adaptées à certaines zones. Par ailleurs, des chercheurs travaillant avec des producteurs d'Amérique du Sud sur des moyens de prévision à long terme permettant de mieux planifier les activités agri-

coles ont déjà obtenu des résultats prometteurs.

On rejette sur El Niño la responsabilité d'événements qui sont parfois de simples anomalies – sa mauvaise conduite semblant parfois focaliser les esprits sur un large éventail de manifestations qui n'ont parfois rien à voir avec ce phénomène que chacun se plaît à détester. Le calembour zimbabwéen « El Niño, El Nonsense » est – dans certains cas – bien justifié!

\* Atlas mondial sur l'eau et les climats à l'usage de l'agriculture International Irrigation Management Institute, PO box 2075, Colombo, Sri Lanka. L'atlas peut être consulté sur le site Web [www.atlas.usu.edu/](http://www.atlas.usu.edu/)

## DU CÔTÉ DES REVUES

### ■ COUP DE CHAPEAU!

Publié par l'Union européenne en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), *Bulletin CE Coopération Pêche* a franchi l'âge de raison et la barre des 5 000 exemplaires distribués dans le monde. Le numéro 1 du volume 10, paru en mars 1997, a marqué l'anniversaire de ce trimestriel destiné à un public très hétérogène : organisations de pêcheurs, ministères, universités, centres de documentation. Véritable lucarne ouverte sur la coopération européenne en pêche et en aquaculture, *Bulletin* est bilingue, mais sa langue est accessible à tous. Au fil des ans, ses sommaires et son carnet de contacts se sont enrichis pour faciliter l'échange d'informations pratiques sur les projets financés par la Commission européenne. *Bulletin CE Coopération Pêche* aborde tout aussi bien des questions de fond (environnement, biodiversité, écotourisme durable) que des échos venus de toutes les régions du globe.

*Bulletin CE Coopération Pêche*  
Distribué gratuitement. Disponible dans les librairies du CTA.  
Pour en savoir plus : Cornelia E. Nauen  
Commission européenne - Direction générale du développement  
200, rue de la Loi, 1049 Bruxelles - BELGIQUE  
Fax : + 32 2299 06 03 ; E-mail : [cornelia.nauen@dg8.cec.be](mailto:cornelia.nauen@dg8.cec.be)



## Transformer le maracuja en nectar



Photo DR

Au Burundi, la culture du maracuja (*Pasiflora edulis*), ou fruit de la passion, a connu ces dernières années une promotion considérable sous les actions conjuguées des industriels extrayant le nectar des fruits et des commerçants exportateurs de fruits et légumes. Les plants de maracuja qui couvrent le territoire burundais offrent un potentiel de production annuelle d'une tonne de fruits à l'hectare, soit 145 000 tonnes. Afin de guider les producteurs dans le choix de produits de

bonne qualité et dans l'adoption d'une méthode rentable de transformation des fruits en nectar, le Centre national de technologie alimentaire (CNTA) de Bujumbura a mis au point un procédé accessible à tous. Du pesage du fruit (qui permet de connaître les rendements obtenus) à la conservation du nectar, dix étapes sont essentielles. Le lavage et le triage du maracuja s'effectuent dans de grands bassins d'eau. Les fruits flottant à la surface du liquide, il est facile de repérer ceux dont il

faut se débarrasser, soit parce qu'ils sont cassés ou déformés par une maladie, soit parce qu'ils sont immatures. Deuxième étape : la petite queue ou pétiole est ôtée pour faciliter le découpage au couteau, dans le sens transversal du fruit. Vient ensuite le raclage pour séparer le contenu du fruit de l'écorce à l'aide d'une cuillère. Ce travail manuel nécessite une main-d'œuvre importante. Le raclage achevé, la pulpe est préchauffée jusqu'à ce que les graines qu'elle contient deviennent noires. Après la séparation des graines de la pulpe, cette dernière est placée dans une centrifugeuse ou extracteur, avec de l'eau, puis filtrée. À cette étape, il faut encore ajouter de l'eau en quantité suffisante pour diluer la pulpe, puis du sucre (en quantité variable selon les goûts). Le tamisage du jus obtenu nécessite une attention particulière car il permet d'enlever les résidus issus du sucre ou d'éventuelles graines restées dans la pulpe. Le remplissage en bou-

teille et le conditionnement dépendent pour beaucoup de la méthode adoptée pour la pasteurisation. Cette dernière s'effectue au bain-marie (le remplissage aura eu lieu auparavant) ou dans des cuves en inox couvertes. Le nectar sera refroidi quelques minutes après la pasteurisation, car son maintien à des températures élevées peut en altérer la saveur et la couleur. Il convient de javelliser légèrement l'eau de refroidissement pour éviter l'entrée des micro-organismes dans le récipient. Le nectar de maracuja peut être conservé trois mois à une température moyenne de 25 à 28 °C. Après ouverture, il devra être consommé dans moins de 24 heures.

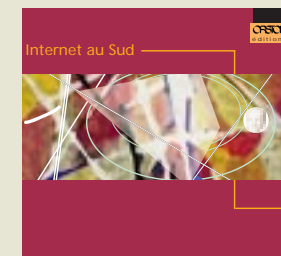
➔ Pour en savoir plus :  
M. Venuste Gikola,  
directeur du Centre national  
de technologie alimentaire (CNTA)  
CNTA  
BP 557, Bujumbura  
BURUNDI

## DU CÔTÉ DES INTERNAUTES

### ■ INTERNET AU SUD, LE CD-ROM PÉDAGOGUE

Destiné à servir d'appui pédagogique pour les formations délivrées par les organismes du Sud, ce CD-ROM produit par l'Orstom s'adresse à plusieurs publics : ingénieurs système, administrateurs de réseaux, documentalistes, enseignants, chercheurs, cadres de l'administration et du privé. Véritable guide d'installation des services Internet dans les pays du Sud, *Internet au Sud* contient des supports de formation et d'information à la fois précis et précieux pour tous ceux qui souhaitent tirer le meilleur profit du réseau.

Editeur scientifique : Pascal Renaud  
Pour se le procurer :  
Orstom diffusion, 32, avenue Henri-Varagnat,  
93143 Bondy cedex - FRANCE  
E-mail : [diffusion@bondy.orstom.fr](mailto:diffusion@bondy.orstom.fr)  
Prix : 50 FF



### ■ NAVIGUER SUR INTERNET. GUIDE DES RESSOURCES CONSACRÉES AU DÉVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

Premier répertoire d'adresses (78 sites Web) pour ceux qui utilisent Internet, ce guide facilite la recherche d'informations et permet une navigation plus facile sur le réseau. Le vade-mecum élémentaire de l'internaute...

Disponible à Inter-Réseau  
32, rue Le Peletier, 75009 Paris - FRANCE  
Fax : + 33 1 42 46 54 24  
E-mail : [intereso@imagine.fr](mailto:intereso@imagine.fr)  
Prix : 30 FF

## Quand le semis devient... semi-automatique

« C'est le semis qui limite la taille des exploitations chez les paysans à faible revenu », estime Toyi Mouzou, professeur de machinisme agricole à l'École supérieure d'agronomie de l'université du Bénin (Lomé). Pour améliorer les conditions de travail et le rendement des femmes et des enfants au semis, il a donc mis au point avec son école une canne-semeuse polyvalente et semi-automatique. Les essais des différents prototypes construits à ce jour sont encourageants : le temps de semis à l'hectare (toutes céréales et légumineuses sur tous types de sols) passe de 10 à 3 jours; 1 à 4 g d'engrais minéraux granulés ou microgranulés peuvent être placés sous les plants. La canne-semeuse permet enfin de réduire considérablement la quantité de semences que les paysans utilisaient avec les outils traditionnels de semis.



➔ Pour en savoir plus :  
Toyi Mouzou  
École supérieure d'agronomie -  
Université du Bénin  
BP 1515, Lomé - TOGO  
Fax : + 228 21 85 95

## Les sites Web : toujours en pleine croissance

La rapidité avec laquelle les nouveaux sites Web apparaissent sur Internet ne montre aucun signe de fléchissement, et le monde du développement agricole commence à reconnaître tous les avantages d'une présence pour un investissement minimal. Ainsi, la division de la recherche agricole du ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts de Fidji, hébergée par le Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR), est clairement présentée, avec les stations de recherche et les principaux programmes de recherche sur les plantes cultivées.

L'Institut mauricien de recherche en industrie sucrière, la Fondation nationale pour la recherche rizicole au Suriname et l'Organisation nationale pour la recherche agricole de l'Ouganda ont tous bénéficié du programme de l'ISNAR, qui fournit certaines ressources pour aider les organismes de recherche à publier sur le « Web ». *Site Web : [www.cgiar.org/isnar/hosted](http://www.cgiar.org/isnar/hosted)*

Le *New Agriculturist On-line* est un exemple de publication Web plus interactive et en prise avec l'actualité, avec des mises à jour régulières et des articles d'information. Ce site, présenté comme un magazine, est consacré à l'agriculture ainsi qu'à la production et la transformation alimentaires sous les tropiques. Les sujets traités jusqu'ici comprennent un panorama de la recherche sur les cultures des tropiques semi-arides, les plantes modifiées génétiquement, l'agroforesterie, des informations, des livres, ainsi que des annonces de cours de formation et de conférences à venir. Le site est une initiative de WRENmedia, producteurs de la

version anglaise de *Spore* jusqu'en 1997.  
*Site Web : [www.new-agri.co.uk](http://www.new-agri.co.uk)*

*OneWorld*, qui déclare être le plus grand site consacré au développement durable et aux droits de l'humanité, a ouvert un site de discussion et de travail en réseau, *OneWorld Europe*. Ce site secondaire rassemble les organisations européennes travaillant sur des questions d'intérêt mondial, et ses membres l'utilisent pour

diffuser ou rechercher des informations et échanger des idées.  
*Sites Web : [www.oneworld.org](http://www.oneworld.org); [www.oneworld.org/europe](http://www.oneworld.org/europe)*

Voir en page 16 les détails du site Web du CTA, ouvert en mai 1998.

## Des multiples usages du bananier

- **Le fruit.** Purée, amuse-bouche (banane séchée et chips du Honduras et du Nigeria), confiture, vinaigre, pain, bière (Ouganda), ketchup (Philippines), aliments pour bébés. Le fruit transformé intervient dans la confection des muesli importés en Europe.

- **La peau de banane.** Riche en amidon, cellulose, sucres, pectine, matières protéiques et minérales, vitamines. De sa couche interne est extrait, par distillation, un arôme utilisé en pharmacie ou parfumerie.

- **Les feuilles.** Source appréciable de protéines, vitamines, cellulose (facilitant le transit intestinal). Dans les pays d'Orient, les feuilles sont utilisées dans la cuisine locale pour compléter les plats de riz ou de viande.

- **Le pseudo-tronc.** Contient de l'amidon vendu comme produit industriel (pour les textiles, le papier à cigarettes, le papier-monnaie, ou la confection des sachets de thé). Également utilisé comme produit sucrier (à des coûts moindres que le saccharose de canne ou de betterave au prix mondial). Au Kenya et aux Philippines, sa fibre textile est utilisée dans la fabrication de sacs, abat-jour, paniers et jouets.

## Sauver le rônier du Mali

Situés dans une zone appelée le delta mort, dans la quatrième région du Mali (Ségou), le Karadougou et le Sana possédaient autrefois 90 % des réserves de rôniers (*Borassus aethiopum*) de la région. De cet arbre « miracle », les femmes tiraient la quasi-totalité des besoins et des revenus du ménage. Véritable trésor naturel pour ses ressources en alimentation (cœur de palmier, fruits consommés verts, vin de palme), ses vertus thérapeutiques et son utilisation dans l'artisanat (confection de chapeaux et de nattes), cette espèce végétale est aujourd'hui menacée. La surexploitation des troncs débités en lattes pour la construction, la sollicitation excessive de la sève pour produire du vin de palme (ce qui détruit le bourgeon terminal et entraîne la mort de l'arbre) et l'aggravation des conditions d'aridité sont autant de facteurs qui participent au dépeuplement des rôniers. « La valeur économique du rônier est très importante, et sa disparition est préoccupante pour les populations de ces zones géographiques », explique Mamadou Traoré, président de l'Association malienne pour la promotion du milieu rural (AMPMR). Cette association a entrepris des actions de protection et de sauvegarde. À l'instar de cer-



Photo Ronald Bellefontaine

tains projets menés à Gaya (Niger) ou dans la forêt de Gam (Tchad), elles devraient logiquement passer par la mise en place de plans d'aménagement participatifs et contractuels, avec parfois un grand nombre d'interlocuteurs (propriétaires du terrain où poussent les rôniers, propriétaires des rôniers, récolteurs, etc.). Pour l'heure, l'AMPMR œuvre de concert avec le village de Korona-Wadié. Pour rendre sa démarche plus efficace et durable, elle a besoin d'appuis tant techniques que financiers : « Sauver le rônier, c'est sécuriser à 90 % les revenus des femmes du Karadougou et du Sana », estime son président.

Contact :  
Association malienne pour la promotion du milieu rural (AMPMR)  
BPE 1924, Bamako - MALI  
Tél./Fax : + 223 23 27 21



Helen Iatkins

## La traction animale en vidéo

Une série de sept films vidéo pour la formation en traction animale est disponible auprès du Centre pour l'énergie et la mécanisation agricole de Palabana en Zambie. Les films, d'une durée de 15 à 20 minutes, présentent : la sélection et le dressage des animaux de trait ; la fabrication des

jougs ; la fabrication de courroies (pour les harnachements en cuir) ; le labourage et le désherbage ; le scarifiage (labour de conservation) ; l'utilisation des résidus de récolte pour l'alimentation du bétail ; le soulèvement de l'arachide.

Les vidéos sont disponibles en format PAL ou NTSC, au prix de 300 FF

(environ) pour une version de compilation, ou de 96 FF (environ) par sujet individuel, auprès de :  
Henk Dibbits, Department of Development Co-operation, Institute of Agricultural and Environmental Engineering (IMAG-DLO)  
PO Box 43,  
6700 AA Wageningen - PAYS-BAS  
Fax : + 31 317 425670  
E-mail : [h.j.dibbits@imag.dlo.nl](mailto:h.j.dibbits@imag.dlo.nl)

Les vidéos individuelles sur chaque sujet, disponibles en VHS ou PAL

uniquement, sont disponibles auprès de :  
Palabana Farm Power and Mechanisation Centre  
Private Bag 173, Woodlands, Lusaka - ZAMBIE  
Fax : + 260 1 252797

Smallholder Agricultural Mechanisation Promotions (SAMeP), Africare  
PO Box 36658, Lusaka - ZAMBIE  
Fax : + 260 1 235665  
E-mail : [samep@zamnet.zm](mailto:samep@zamnet.zm)

## COURS ET CONFÉRENCES

### SYMPOSIUM INTERNATIONAL LES PRODUCTIONS BANANIÈRES. « UN ENJEU ÉCONOMIQUE MAJEUR POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »

10-14 novembre 1998, Douala - CAMEROUN

Organisé par le Centre de recherches régionales sur bananiers et plantains (CRBP, Cameroun) et le Réseau international pour l'amélioration de la banane plantain (INIBAP, France), en collaboration avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA, Pays-Bas) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD, France). Sept grands thèmes abordés lors de ce symposium apporteront un éclairage nouveau sur la place, le rôle, les enjeux socio-économiques des productions bananières autres qu'industrielles, et l'importance des filières locales et régionales.

Renseignements et inscriptions : Symposium sur les productions bananières  
Secrétariat : CRBP, BP 832, Douala - CAMEROUN  
Fax : + 237 42 57 86

### FORMATION PROFESSIONNELLE À LA RECHERCHE AGRICOLE EN ÉQUIPE INTERDISCIPLINAIRE

Mars-septembre 1999, Montpellier - FRANCE

Apprendre à travailler en équipes interdisciplinaires, avec des décideurs, des vulgarisateurs et des agriculteurs, être capable de formuler des propositions de recherche convaincantes qui attirent les financements, tels sont les objectifs du programme de formation proposé par l'ICRA (Centre international pour la recherche agricole orientée vers le développement).

Conditions d'inscription : moins de 40 ans, bac + 5, DEA ou doctorat ; 2 ans d'expérience professionnelle.

Bourses disponibles à demander avant le 1<sup>er</sup> juin 1998.

Date limite des candidatures : 1<sup>er</sup> novembre 1998.

Renseignements et dossiers de candidature :  
ICRA - Agropolis international  
Avenue Agropolis, 34394 Montpellier cedex 5 - FRANCE  
Fax : + 33 4 67 04 75 26 ; E-mail : [icra@agropolis.fr](mailto:icra@agropolis.fr)

### LES AUXILIAIRES EN PROTECTION DES CULTURES

9-11 juin 1998, Saint-Marcel-lès-Valence - FRANCE

### PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À L'UTILISATION DES PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES. TOXICITÉ ET ÉCOTOXICITÉ

13-15 octobre 1998, Saint-Marcel-lès-Valence - FRANCE

### ASPECTS FONDAMENTAUX DE L'UTILISATION DES INSECTICIDES

24-26 novembre 1998, région parisienne - FRANCE

### ASPECTS FONDAMENTAUX DE L'UTILISATION DES HERBICIDES ET CONSÉQUENCES PRATIQUES

30 novembre-4 décembre 1988, région grenobloise - FRANCE

Ces stages de formation s'adressent aux conseillers des organisations professionnelles agricoles du développement et de la coopération, aux techniciens de firmes phytosanitaires et du négoce, enseignants, expérimentateurs, aux ingénieurs et techniciens des organisations professionnelles agricoles et de l'environnement.

Renseignements et inscriptions :  
Marie-Claude Rousseau, ACTA Service formations  
249, rue de Bercy, 75995 Paris cedex 12 - FRANCE

### SÉMINAIRE INTERNATIONAL LA JACHÈRE EN AFRIQUE TROPICALE. RÔLES, AMÉNAGEMENTS, ALTERNATIVES

13-16 avril 1999, Dakar - SÉNÉGAL

Réunion de 120 à 150 chercheurs et acteurs du développement ayant une expérience sur les problèmes de la jachère en Afrique tropicale.

Contact :  
Secrétariat du comité d'organisation  
Projet Jachère  
Orstom, BP 1326, Dakar - SÉNÉGAL  
Fax : + 221 382 26 98 ; E-mail : [ponpon@dakar.orstom.sn](mailto:ponpon@dakar.orstom.sn)  
Site Web : [www.orstom.sn/act-rech/jachere](http://www.orstom.sn/act-rech/jachere)

### XII<sup>e</sup> CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE (12th Scientific Conference of the International Federation of Organic Agriculture Movements)

16-21 novembre 1998, Mar de Plata (près de Buenos Aires) - ARGENTINE

Pour plus de détails :  
Movimiento Argentino para la Produccion Organica  
Av. Santa Fe 873, 1059 Buenos Aires - ARGENTINE

### COMBATTRE LA DÉSERTEIFICATION PAR LES PLANTES (COMBATING DESERTIFICATION WITH PLANTS)

2-5 novembre, Beer Sheva - ISRAËL

Les chercheurs et les personnes travaillant dans le domaine du développement sont les bienvenus à cette conférence pour partager leurs expériences dans l'utilisation des plantes dans le cadre de projets visant à la création de revenus ou liés à l'environnement. Les sujets traités incluent les cultures traditionnelles et nouvelles (amélioration génétique, introduction de plantes, domestication), l'agroforesterie et les produits forestiers non ligneux, les aspects sociaux, culturels et économiques, ainsi que des considérations écologiques (interactions biotiques, colonisation).

Comité organisateur : Programme international pour les cultures des zones arides, c/o Université du Negev Ben-Gourion  
BP 653, Beer Sheva - ISRAËL 84105  
Fax : + 972 7647 2984 ; E-mail : [ipalac@bgumail.bgu.ac.il](mailto:ipalac@bgumail.bgu.ac.il)

Si vous souhaitez participer à ces formations, veuillez écrire aux adresses indiquées ci-dessus et non au CTA

Nous publions dans la rubrique « Boîte Postale 380 » des extraits de lettres adressées à la rédaction, sélectionnés en fonction de leur intérêt potentiel pour les autres lecteurs de *Spore*.

Vous pouvez aussi soumettre à la rédaction de courts articles concernant l'agriculture et le développement rural dans les pays ACP. Les articles sélectionnés seront publiés dans la rubrique « En Bref ». Adressez informations et manuscrits au CTA, Comité « Spore » (adresse au dos du bulletin). Attention : les manuscrits ne seront pas retournés.

Enfin, pour la rubrique « Point de Vue », la rédaction sélectionne, parmi les propositions, des articles traitant de questions générales sur le développement agricole.

#### DES LAPINS PROPRES ET DES CANARDS DODUS

**Tshla Mwengo, du projet Agriculture et santé de la famille, Musokatanda, République démocratique du Congo,** voudrait partager une idée novatrice avec les lecteurs de *Spore* : « Nous nous sommes faits une spécialité de combiner le petit élevage, les cultures, la traction animale et la pisciculture pour accroître la ration de protéines, vitamines et minéraux de la population locale. Nous avons des problèmes avec nos lapins qui gaspillaient leurs aliments concentrés ; ceux-ci tombaient sous les clapiers et pourrissaient sur le sol, causant une forte odeur et attirant les mouches. Cependant, nous souhaitons laisser les crottes et l'urine des lapins ainsi que les résidus de fourrage se décomposer sous les cages en vue du compostage pour les jardins. Nous avons résolu le problème du gaspillage de concentrés en installant une famille de canards sous les clapiers : les canards mangent les aliments tombés ainsi que les larves d'insectes. Désormais, les clapiers n'empêtent plus et sont délivrés des mouches, et nos canards engraisent bien. Nous espérons que cette idée aidera vos lecteurs éleveurs de lapins à éviter ce problème des insectes vecteurs de maladies ou des odeurs désagréables qui peuvent incommoder le village. »

#### DES PRÉSIDENTS... EN HERBE

**Joël J. Loumeto, du Laboratoire de botanique et d'écologie, Faculté des sciences de Brazzaville, Congo,** nous écrit que toutes sortes de noms locaux ont été attribués à la mauvaise herbe *Chromolaena odorata* (*Spore* 72, p. 4). Ces appellations « traduisent l'importance de la plante, sa répartition géographique, son mode d'entrée supposé ou le caractère massif et inexorable de son invasion. [...] Au Bénin, par exemple, "Sékou Touré ma" (la feuille de Sékou Touré) évoque la coïncidence entre l'introduction de cette plante et la visite officielle du président Sékou Touré dans le pays. Au Togo, "Acheamong" est le nom du président du Ghana à la date probable de l'arrivée de l'adventice, supposée provenir de ce pays voisin. En Centrafrique et au Congo, les appellations de "Bokassa" et "Lantana di(a) Ngouabi" correspondent au règne ou à l'arrivée au pouvoir des présidents du même nom. L'appellation "Rawlings" dans certains pays d'Afrique occidentale symbolise la témérité de *Chromolaena*, rappelant les prises de pouvoir répétées de Jerry Rawlings au Ghana. En Côte d'Ivoire, la plante est connue comme "Herbe Indépendance", car l'année de son installation coïnciderait avec celle de l'indépendance du pays en 1960 ». J. Loumeto rappelle également que *Chromolaena* a aussi des effets bénéfiques : lutte contre une autre adventice redoutable, *Imperata cylindrica*, amélioration de la fertilité du sol et raccourcissement du temps de jachère, sans oublier des propriétés nématicides et médicinales (notamment pour la cicatrisation des plaies).

#### UNE SEULE MOSAÏQUE

**Le Professeur J. Michael Thresh, du Naturel Resources Institute, Royaume-Uni,** commente une brève parue dans l'édition anglaise de *Spore* : « Une brève récente dans *Spore* 70 (p. 8) résumait un article de *Roots* (3:2, p. 4-7, 1996) préoccupé par une maladie qu'il qualifiait de mosaïque est-africaine du manioc (*East African Cassava Mosaic Disease, EACMD*). Ceci laisse entendre qu'une nouvelle virose du manioc serait apparue en Afrique, non signalée jusqu'ici et qui différerait de celle connue sous le nom de mosaïque africaine du manioc. Les lecteurs de *Spore* devraient être avertis que rien n'était une telle conclusion et qu'il est plus correct de se référer aux viroses du manioc de type mosaïque dans les différentes régions d'Afrique et d'Inde comme à la mosaïque du manioc. Des recherches récentes du *Scottish Crop Research Institute, en Écosse, ont montré que, si plusieurs geminivirus différents transmis par des mouches blanches sont en cause, à ce jour c'est toutefois sur le plan biochimique qu'ils se distinguent les uns des autres, pas sur le plan biologique.* »

#### OUI AUX HERBICIDES !

**René Rabezandrina, du Département Agriculture à l'Université d'Antananarivo, Madagascar,** nous livre quelques réflexions à propos des mauvaises herbes (*Spore* 72, p. 4) : « Si tous les paysans n'ont pas accès aux herbicides, difficiles à obtenir dans les régions reculées, cela n'est pas une raison pour en priver les régions moins difficiles d'accès en s'abstenant systématiquement, comme c'est le cas actuellement à Madagascar, de mener des recherches, des actions de formation sur ces produits. Le coût des herbicides par rapport au coût du sarclage est à relativiser. Les spécialités sont en effet une fois et demie plus chères que le sarclage manuel, mais les produits banalisés tels que le 2-4-D coûtent ici deux fois moins que ce sarclage. La toxicité des substances met en danger la santé de l'agriculteur. C'est vrai comme pour n'importe quelle substance chimique. Seulement, les herbicides sont nettement moins dangereux que les fongicides et surtout les insecticides, alors que ces derniers sont largement vulgarisés et utilisés à Madagascar contre les poux et les borers du riz, les sauterelles, etc., sans que le paysan ait eu à en souffrir. Mal dosés ou répandus au mauvais moment, les herbicides peuvent nuire à la culture. C'est un risque qu'on peut éviter si on apprend aux paysans malgaches les protocoles d'application. Ces paysans ne sont pas moins éveillés que d'autres : le fait qu'ils savent utiliser correctement les insecticides ou les engrais en est la preuve. L'usage répété des herbicides favorise certaines espèces résistantes de mauvaises herbes. Plus exactement, il faudrait dire l'usage répété d'un herbicide, car, si on alternait l'usage de plusieurs types d'une année à l'autre, cet inconvénient ne serait pas à craindre. L'arrachage manuel et le sarclage restent les plus efficaces contre les mauvaises herbes, affirmation à nuancer parce que, quel que soit l'effort du paysan pour maîtriser les mauvaises herbes sur sa rizière par le sarclage, le rendement est toujours plus faible qu'avec l'emploi de l'herbicide convenable. En effet, il n'enlève les mauvaises herbes que quand elles existent et c'est déjà trop tard, car elles auront accompli leurs actions néfastes en assimilant les éléments fertilisants destinés au riz, principalement l'azote. Les herbicides, en revanche, peuvent empêcher les mauvaises herbes d'apparaître. Toutefois, je suis entièrement de l'avis de l'auteur de l'article quand il affirme que les herbicides ont permis d'alléger la charge de travail. Il m'a fallu une heure avec un pulvérisateur à dos pour traiter un quart d'hectare de rizière avec un herbicide en solution, soit 4 heures de travail pas trop pénible. À côté, il y avait quatre femmes pour sarcler manuellement une surface identique en une journée de dur labeur (il fallait rester constamment plié en deux), soit 16 jours par hectare. J'ajouterais que l'usage d'un herbicide permet de moins remuer le sol et le protège mieux contre l'érosion que si on devait biner ou labourer pour enlever ou enfouir les adventices. »

## La politique aux scientifiques !

Les pays d'Afrique et de la zone ACP étant, pour la plupart, des économies agricoles, les gouvernements et organismes de financement doivent se demander si leurs interventions sont toujours en adéquation avec les attentes des agriculteurs. Monde Kagonyera, qui est intervenu lors d'un séminaire sur les politiques de valorisation de l'élevage, organisé au Swaziland par le CTA, l'OUA/IBAR et le ministère swazilandais de l'Agriculture (voir *Spore* 72), a séduit son auditoire par son franc-parler. Il s'est expliqué auprès d'Anita Allen, journaliste ACP.

« Toute politique agricole menée en Afrique se doit de répondre aux besoins du cultivateur et privilégier la mise en œuvre de stratégies alimentaires viables qui vont dans le sens de l'autosuffisance et de la réduction de la pauvreté, puisque nous ne pouvons pas encore parler d'élimination de celle-ci », déclare-t-il d'emblée. La concision du propos est remarquable pour un politicien. Mais Monde Kagonyera fait justement partie de cette nouvelle race de scientifiques convertis à la politique, dont il estime souhaitable qu'ils remplissent les bancs des assemblées parlementaires, partout sur le continent.

#### La renaissance africaine

Parfois surnommé « l'homme de la renaissance africaine », Monde Kagonyera est d'avis que les vents sont à présent favorables à l'Afrique. Son optimisme lui vient d'avoir constaté une nette amélioration des compétences des décideurs. « Au temps de l'indépendance, remarque-t-il, nos leaders politiques étaient peu instruits et ne possédaient pas beaucoup d'expérience. Les choses ont changé ; 80 % des parlementaires ougandais, par exemple, possèdent aujourd'hui au moins un diplôme universitaire. »

Les choses ont changé, sans doute, mais tout n'est pas gagné. Et Monde Kagonyera de s'élever encore contre certains, se référant aux paroles de l'Évangile : « Or, nous avons délaissé ce que nous devons faire et nous avons fait ce que nous ne devons pas faire. » Ainsi voit-il l'éducation comme un des fers de lance de la renaissance africaine et souhaite-t-il, par ailleurs que les bailleurs de fonds s'impliquent davantage pour renforcer les capa-

Le docteur Monde Kagonyera est né dans le sud-ouest de l'Ouganda. Après avoir suivi des études de médecine vétérinaire à l'université de Nairobi et de Davis, Californie, il enseigne à son tour la clinique vétérinaire à l'université de Nairobi et de Makerere. En 1988, il est nommé ministre de la Production animale et des Pêches en Ouganda, poste auquel il reste attaché jusqu'en 1991. Il est actuellement membre du Parlement ougandais et président du Conseil des nominations de l'université de Makerere



cités des pays. « Il faut accorder à l'Afrique le temps de se préparer pour rejoindre le reste du monde, explique-t-il. Et le meilleur moyen de l'aider est précisément de contribuer à renforcer ses capacités dans le secteur de l'éducation, de l'industrie ou de l'agriculture. » Monde Kagonyera se méfie toutefois des aides publiques : « Cela ne vous pousse pas à travailler. »

Que l'avènement de la démocratie en Afrique soit récente ne le dérange nullement, et il se moque bien des critiques qui trouveraient lent, voire tardif, son processus. « Partout dans le monde, ces choses-là ont pris du temps. Regardez combien de siècles il a fallu aux pays européens pour se transformer en démocraties ! Je suis sûr que l'Afrique est actuellement prête à décoller, et j'aimerais vivre assez longtemps pour la voir se transformer comme il se doit. Regardez combien de pays ont adopté les principes de l'État de droit, et combien ils enregistrent à présent une croissance positive alors qu'ils ont connu des croissances négatives pendant des décennies. Regardez l'Afrique du Sud et son nouveau pouvoir économique. »

Dans cette phase de résurrection, confie Monde Kagonyera, l'Afrique doit tout d'abord s'en remettre à elle-même. « Elle doit faire le ménage sur son propre terrain, étape par étape, avant de se lancer sur la scène mondiale. Cela suppose d'abord que chaque pays œuvre dans ce sens à l'intérieur de ses propres frontières, puis on atteindra l'échelon des régions, puis celui de l'ensemble du continent. »

Les gouvernements de l'Afrique orientale et australe s'intéressent-ils suffisamment au développement de leur agriculture ? Monde Kagonyera en doute : « On sanctionne les producteurs au lieu de chercher des remèdes aux erreurs qu'ils commettent

par méconnaissance. Elles font pourtant partie intégrante du processus d'apprentissage dont on empêche le déroulement normal en procédant ainsi. C'est grave. »

Pour Monde Kagonyera, les scientifiques ont un rôle fondamental à jouer pour garantir aux populations africaines des lendemains meilleurs. « On les écoute, alors j'aimerais les voir s'imposer davantage. En Ouganda, ils sont nombreux, même au Parlement où l'on compte sept vétérinaires et davantage encore de docteurs et de professeurs. » Selon lui, ils doivent s'affirmer sur la scène politique avec les mêmes détermination et savoir-faire que dans leur laboratoire. « Les scientifiques doivent s'imposer, tout comme des joueurs dans un match de football américain, pour mener l'offensive et le jeu », poursuit-il.

En l'occurrence, il s'agit d'élaborer des programmes réalisables, se concentrer sur l'autosuffisance alimentaire en demandant aux gouvernements d'aider les agriculteurs à produire plus. « Si vous ne comprenez pas les problèmes des petits paysans, vous ne pouvez pas les aider, affirme Monde Kagonyera. Et comment faites-vous pour comprendre leurs problèmes ? Vous devez communiquer avec eux, organiser des rencontres où ils puissent s'exprimer, raconter leur histoire. Les archives des gouvernements sont pleines de projets, mais personne n'en bénéficie réellement. Le suivi des projets doit être une règle d'or. »

Ces derniers mots ramènent Monde Kagonyera aux seuls conseils qu'il ait à donner aux bailleurs de fonds : renforcer les capacités des agriculteurs !

Les opinions émises dans cette rubrique n'engagent que les personnes dont les propos sont rapportés. Elles ne sauraient être attribuées au CTA.



## L'Eau dans l'espace rural. Production végétale et qualité de l'eau

L'agriculture de demain devra prendre en compte une double préoccupation : valoriser au mieux la ressource en eau et en maintenir la qualité. Tel est le message de ce livre publié par les éditions de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Il récapitule les connaissances fondamentales sur les relations eau-plante, la régulation de ces échanges, le fonctionnement du système racinaire, les méthodes génétiques visant à améliorer la tolérance à la sécheresse, les processus physico-chimiques de la diffusion des produits qui peuvent affecter la ressource en eau et le rôle de l'eau dans la chimie de l'atmosphère. Écrit par des chercheurs mais à la portée de tous, il propose de nouvelles pratiques d'agriculture et d'élevage qui mettent en applica-



tion l'économie de l'eau et la maîtrise de la pollution. Ainsi livre-t-il les clés d'une nouvelle gestion agronomique de l'eau.

Éditeurs scientifiques : C. Riou, R. Bonhomme, P. Chassin, A. Neveu, F. Pay  
Coédition INRA-AUPELF-UREF, collection « Mieux comprendre »  
INRA : 147, rue de l'Université,  
75338 Paris cedex 07 - FRANCE  
ISBN : 2-7380-0708-2  
Prix préférentiel pays francophones hors Europe et Amérique du Nord : 60 FF

## Soutien au secteur privé

La Commission européenne (CE) a édité *Soutien de la Communauté européenne au secteur privé dans les États ACP*, une brochure qui donne un aperçu des principes de base, des objectifs, des politiques et des instruments de l'aide communautaire en matière de développement du secteur privé en Afrique et dans les Caraïbes et le Pacifique.

Depuis que la Convention de Lomé IV a élevé le soutien au secteur privé au rang de pilier de la coopération avec les États ACP, la CE dispose d'un large éventail d'instruments pour l'aide, tant directe qu'indirecte, aux entreprises privées des États ACP. Celui-ci comprend notamment l'appui à l'ajustement structurel, l'assistance technique aux gouvernements afin de faciliter la mise en œuvre de programmes de réforme politique et institutionnelle, des programmes d'aide financière et technique visant à renforcer les capacités des agences intermédiaires au service du secteur privé, le financement de projets, des lignes de crédit ou d'autres instruments financiers gérés localement, destinés à sou-



tenir l'expansion commerciale, ainsi qu'une aide à la promotion des investissements et à l'établissement de contacts et de partenariats commerciaux. La brochure est divisée en sept chapitres dont un consacré aux programmes gérés par la Commission, en décrivant la Banque européenne d'investissement (BEI) et un autre portant sur le Centre de développement industriel (CDI).

\* Catalogue n° CF-06-97-303-FRC,  
ISBN : 92-828-0767-3, 24p.  
Unité Information et Communication,  
Direction générale du  
Développement, Commission  
européenne, Rue de la Loi 200,  
1049 Bruxelles, BELGIQUE.  
Fax : + 32 2 299 30 02

## Le Bon Fermier

« Il se manifeste depuis quelque temps dans notre pays un phénomène peu ordinaire que d'aucuns qualifient de retour à la terre mais qui, en fait, n'est qu'un regain normal pour la chose agricole », remarque l'auteur, en guise d'introduction. Or, prévient-il, monter une ferme ou un projet agricole ne relève pas de l'amateurisme. S'il en découle dès le début de son ouvrage avec les idées préconçues du style « l'agriculture, c'est simple, pas besoin d'aller à l'école pour savoir labourer », c'est pour mettre d'emblée une priorité en exergue : pour assurer le succès d'une entreprise – surtout agricole – mieux vaut compter sur des valeurs techniques et scientifiques sûres que sur les on-dit, les mythes et les croyances.

Né dans une famille de paysans, universitaire, agropédologue réputé, ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme, l'auteur se positionne en accompagnateur familier du candidat agriculteur. Il souhaite partager avec lui son expérience et son cheminement à la fois intellectuel et pratique. Il aborde ainsi de front les réalités et les contraintes du terrain : quels sont les différents types de sols ? Les effets du vent et de la chaleur ? Qu'entend-on par environnement ?

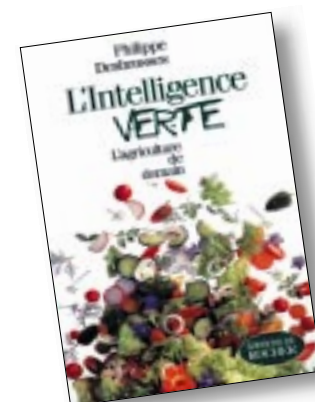


Comment procéder pour obtenir une bonne récolte de maïs pendant la prochaine campagne agricole au Sud-Bénin ? Plus qu'un guide, *Le Bon Fermier* est un outil pédagogique permettant d'intégrer au jour le jour les connaissances et les méthodes liées à l'activité agricole, de la gestion d'une exploitation à la récolte de sa production. Qui est le bon fermier ? L'agriculteur de demain, capable non seulement de vivre du fruit de son travail mais de comprendre les mécanismes de la Nature pour mieux la respecter, la domestiquer, et donner un nouvel élan à l'entreprise agricole. Tout est dit, simplement...

Auteur : Aziadomè Kogblevi  
Les Editions du Flamboyant  
08 BP 271  
Cotonou - BÉNIN  
ISBN : 2-90913-70-3

## L'Intelligence verte. L'agriculture de demain

« Redécouvrons l'intelligence verte, l'intelligence du vivant ! Préservons et valorisons les ressources naturelles de notre planète et offrons aux générations futures un environnement de qualité » : telle est la profession de foi de l'auteur de ce livre, docteur en environnement, expert auprès de la Commission de Bruxelles et agriculteur. Au cœur de l'ouvrage, la proposition de quelques solutions durables pour lever les menaces qui pèsent sur notre Terre (monocultures industrielles, produits chimiques, augmentation démographique qui l'appauvrissent). *L'Intelligence verte* est une édition revue et augmentée de *La Terre malade des hommes*, livre paru en 1990.



Auteur : Philippe Desbrosses  
Editions du Rocher  
6, place Saint-Sulpice,  
75006 Paris - FRANCE  
ISBN : 2 2268 023869  
Prix : 135 FF

## L'Amélioration des plantes tropicales

Plus de 80 auteurs ont collaboré à la rédaction de cet ouvrage qui, sur plus de 600 pages et en 24 chapitres, présente 24 cultures tropicales : agrumes, ananas, arachide, bananiers, manioc, palmier à huile, sorgho, canne à sucre, etc. Pour chaque plante, les auteurs analysent la diversité des formes cultivées et leurs relations avec les espèces sauvages apparentées. Illustré de 80 photographies en couleurs et complété de nombreuses annexes, ce livre se fonde sur les travaux menés par les équipes françaises du CIRAD, de l'INRA et de l'Orstom, en collaboration avec leurs homologues du Sud, afin d'améliorer la productivité et la qualité des plantes tropicales. Il s'adresse aux chercheurs, aux enseignants, aux étudiants comme aux professionnels de la sélection.

## VIENT DE PARAÎTRE

Ouvrage de référence par excellence, il figurera utilement en bibliothèque.

Éditeurs scientifiques : André Charrier, Michel Jacquot, Serge Hamon et Dominique Nicolas

Coédité par le CIRAD et l'Orstom, collection « Repères » du CIRAD. Commandes dans toutes les librairies spécialisées ou directement à la librairie du CIRAD, BP 5035, 34032 Montpellier cedex 1 - FRANCE, ou auprès d'Orstom diffusion, 32, avenue Henri-Varagnat, 93143 Bondy cedex - FRANCE

ISSN : 1251-7224  
ISBN : 2-87614-292-9

Prix : 380 FF. Frais d'envoi 25 FF pour les expéditions hors de France métropolitaine. Tarifs préférentiels aux organismes nationaux des pays du Sud ainsi que pour les commandes en nombre



## Sahel : les paysans dans les marigots de l'aide

Fruit des enquêtes et des lectures d'un docteur en économie et d'un ingénieur conseil, ce livre analyse les caractéristiques du système de l'aide dans les pays du Sahel. Il puise, pour chacun de ses onze chapitres, dans des interviews de responsables paysans et de nombreuses expériences vécues par les auteurs eux-mêmes, au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal, au Tchad, au Togo et à Madagascar. Face à l'architecture de plus en plus complexe du système, comment les paysans, et en particulier les femmes, parviennent-ils à construire leur propre développement ? Que faire pour ne pas freiner ou détourner leur effort sous couvert de les aider ? L'ouvrage tente de répondre à ceux qui participent aux tâches de l'aide au développement – consultants, chargés

de programme, volontaires, assistants techniques, etc. – et que ces deux questions fondamentales préoccupent souvent. Le tout sans langue de bois.

Auteurs : Marie-Christine Gueneau et Bernard J. Lecompte

L'Harmattan  
5-7, rue de l'École polytechnique,  
75005 Paris - FRANCE  
Tél. : + 33 1 40 46 79 20  
Fax : + 33 1 43 25 82 03

ISBN : 2 7384 6155 7  
Prix : 140 FF, 280 p.

## Trois nouveaux guides pratiques

Le Centre Songhai, basé à Porto-Novo (Bénin), a pour mission de promouvoir l'entreprenariat agricole chez les jeunes Africains afin qu'ils deviennent acteurs de leur propre développement. Il vient de publier trois guides pratiques destinés aux fermiers et agriculteurs.

*Jardinage biologique* consacre ses 30 pages à l'aménagement, à la fertilisation biologique et à la lutte contre les ravageurs. En annexe, on trouve quelques méthodes de préparation de pesticides naturels, des exemples de familles botaniques, des systèmes de rotation des cultures ainsi que des recettes de conservation des semences.

*Élevage des poissons* (29 pages) traite de l'implantation, de la construction, de l'aménagement des étangs et de l'élevage des tilapias et clarias, poissons répandus en Afrique et faciles à élever.

*Mise en place et exploitation d'une unité de biogaz* livre les bases théoriques et pratiques permettant d'exploiter les ressources d'un digesteur favorisant une fermentation biologique à l'origine du gaz. Des informations sur les symptômes, les causes et les remèdes des pannes liées au fonctionnement du système complet, en annexe, ce livret de 40 pages tout aussi abondamment illustré que les précédents.

Ouvrages disponibles au Centre Songhai (en vente directe ou par commande) et dans les librairies Notre-Dame et Sonaec à Cotonou - BÉNIN  
Centre Songhai, 597 Porto-Novo - BÉNIN  
Fax : + 229 22 20 50  
E-mail : songhai.benin@intnet.bj

Prix : Jardinage biologique, 1 500 FCFA ; Elevage des poissons, 1 500 FCFA ; Mise en place et exploitation d'une unité de biogaz, 2 500 FCFA



Sauf indication contraire, les livres présentés dans cette rubrique ne sont pas disponibles au CTA.  
Nous vous suggérons d'écrire à l'éditeur pour tout renseignement supplémentaire.



## Un nouveau site Web : le CTA se lance dans le cyber

La mission étant d'améliorer l'accès à l'information, nul ne s'étonnera d'apprendre que le CTA a maintenant rejoint officiellement le World Wide Web, appelé en bref le Web. Le Web est un système permettant la connexion de tous les ordinateurs qui constituent l'Internet mondial. Il permet à l'utilisateur d'un ordinateur situé n'importe où dans le monde de « visiter » des zones choisies de n'importe quel autre ordinateur et de réunir des informations sur une multitude de sujets.

Le Web est souvent défini comme une bibliothèque vivante, mise à jour en permanence. Il permet l'accès à des centaines de millions de documents et à d'autres types d'information : non seulement du texte, mais aussi de la musique, des paroles, des photos et des graphiques.

C'est un véhicule d'information puissant, souvent enrichissant, parfois frustrant – le problème de l'utilisateur n'est pas de trouver suffisamment d'information, mais plus souvent, de repérer et sélectionner l'élément exact recherché. Il existe, par exemple, plus de 812 documents différents, y compris des collections de musiques et de films, décrivant les variétés de *sutra* chantées par des moines Zen, ou plus de 250 000 recettes à base de sauce piquante.

Créé à l'origine comme un moyen pour les scientifiques de partager leurs documents de travail d'un bout à l'autre de la planète, sans passer par la poste ou la télécopie, le Web compte maintenant un nombre d'utilisateurs évalué à 130 millions dans le monde entier. Lorsqu'un individu, ou une organisation, réunit différents documents et les rend accessibles sur le Web, cet ensemble d'informations est appelé un site Web. Il peut être visité par n'importe quel utilisateur du Web.

### Le saviez-vous ?

Souvent, la valeur particulière d'un site Web ne réside pas tant dans l'information que la personne ou l'organisation d'origine ont fournie que dans la richesse de ses « liens » à d'autres sites Web. Dans le cas du site Web du CTA, la première phase de son existence se concentre sur l'information fournie sur l'organisme lui-même, ses buts et ses services. Maintenant, pour la première fois, l'ensemble complexe des objectifs et des activités du CTA



Comme 100 millions d'autres utilisateurs du Web, vous pourrez consulter Spore 74 sur le site du CTA, à condition de disposer d'un ordinateur.

est rendu facilement accessible en consultant une seule source d'information.

En visitant le site, organisé en « pages » séparées (correspondant aux chapitres d'un livre), le lecteur/la lectrice peut se familiariser avec le contexte de l'organisation du CTA, le siège à Wageningen, et obtenir des précisions sur les différents représentants régionaux. Les thèmes d'information prioritaires du CTA sont expliqués, de même que les programmes spécifiques pour les publications, les séminaires et réunions, les possibilités et les activités pour le renforcement des structures et la formation, et les politiques générales. Des documents clés, comme le Plan à moyen terme du CTA, qui guide l'institution jusqu'au terme de la Convention de Lomé en cours, de même que les extraits pertinents de cette dernière, sont disponibles pour ceux qui désirent comprendre la nature de l'organisation.

### Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le CTA...

Pour beaucoup d'utilisateurs – dans la communauté de tous ceux qui travaillent dans l'agriculture et le développement rural dans les États ACP, et d'autres ayant des intérêts similaires, d'ordre technique ou politique – le principal avantage de ce site Web sera la facilité d'accès à une information de deux types.

D'abord, comment utiliser au mieux les services du CTA ? L'explication des conditions à remplir pour pouvoir bénéficier d'une aide à la publication, de la formation, ou des supports d'information et des équipements, contribue à garantir que seuls les individus ou organismes qualifiés pour devenir des

partenaires potentiels en fassent la demande, et permet au CTA d'agir plus efficacement auprès des demandeurs.

Des services spécifiques du CTA ainsi que des fichiers son (version numérique des dossiers radios rurales que le CTA fournit à certaines stations de radio des pays ACP) sont maintenant disponibles en ligne par l'intermédiaire du site Web. Le catalogue complet des publications que les candidats qualifiés peuvent obtenir auprès du CTA est disponible (plus de 800 titres), ainsi que les numéros en cours de

position les numéros précédents à partir de début 1999) – ces services sont interrogeables grâce à un système novateur d'interrogation de bases de données.

En rejoignant le « cyber set » après de longues et laborieuses préparations, le site Web du CTA sert, dans sa première phase, à augmenter l'accessibilité de sa propre information. Une deuxième phase à venir permettra de développer un site interactif de services : AGRICTA. Sur ce site, on trouvera des « liens » dynamiques vers des partenariats, des sources d'information, de compétences et de fonds. Ce site sera un forum d'échange et de dialogue sur des thèmes et événements d'actualité. Le site Web n'est donc pas censé remplacer l'ensemble « traditionnel » des services du CTA qui se sont développés au cours des quinze dernières années en réponse aux besoins des utilisateurs et aux priorités ACP. Au contraire, en aidant l'utilisateur et l'institution elle-même à trouver et à fournir l'information de façon plus efficace, plus complète et mieux ciblée, le site Web aidera à augmenter l'impact et la valeur de la gamme complète des services du CTA pour ses nombreux utilisateurs. Il sera naturellement accessible en version texte pur, ce qui évitera aux utilisateurs d'ordinateurs peu puissants ou mal connectés au réseau téléphonique d'avoir à charger des images.

Le CTA n'oublie pas que la plupart des gens dans le monde ont toujours à attendre la tonalité et que l'information doit être portée par différents médias.

Il poursuivra donc ses efforts pour promouvoir l'accès à Internet pour les acteurs de l'agriculture et du développement rural. Le message restera le message, le médium son serviteur et non son maître.

**SPORE est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP.**

**Editeur :** Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Convention ACP/UE de Lomé.

**CTA :** Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas – Tél. : +31 317 467100 – Fax : +31 317 460067 – E-mail : cta@cta.nl – Site Web : www.cta.nl

**Rédaction :** SPORE est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve, 34150 Aniane, France – Fax : +33 4 67570180 – E-mail : louma@hol.fr

Médiateurs, W-Alexanderpoort 46, 1421 CH Uithoorn, Pays-Bas – Fax : +31 297 540514 – E-mail : paul.osborn@mediateurs.org

**Mise en page :** Louma productions. **Impression :** Imprimerie Publiceip, France.

© CTA 1998 – ISSN 1011-0046